

« Vu de Berlin, peut-on encore compter sur la France ? »  
par **Claire Demesmay**, *Directrice à Berlin du programme France-Allemagne de l'Institut allemand de politique étrangère, DGAP*  
**Mardi 30 Septembre 2014**

## Résumé

### Comment voit-on la France depuis Berlin ?

Cinq thèses :

- 1) La France est désormais un sujet de débat politique en Allemagne
  - 2) La conscience est forte de l'interdépendance de nos deux pays
  - 3) Le débat n'est plus binaire : entre orthodoxie budgétaire ou pas.
  - 4) Face à la faiblesse de la France, Berlin cherche d'autres partenaires
  - 5) La relation franco-allemande a encore beaucoup de potentialités.
- 1) La crédibilité de la France représente un véritable enjeu, sur lequel tout le monde aujourd'hui a un avis. Tous les partis politiques allemands se disent concernés par la situation française, y compris l'AfD. En Allemagne, où la culture politique est « juridique », on juge la France sur ses promesses, alors qu'en France, l'approche plus « politique » permet de réévaluer régulièrement les engagements pris en fonction du contexte.  
D'où une impatience allemande largement relayée par la presse.  
Face à cela, le gouvernement fédéral joue la retenue : Sigmar Gabriel mais aussi Angela Merkel et Wolfgang Schäuble  
-pour ne pas attiser les tensions internes en France, notamment par crainte d'une montée du FN  
-parce qu'il existe aussi en Allemagne des tensions internes, liées à la critique de la politique européenne du gouvernement  
-pour ne pas envoyer un signal négatif aux marchés.
- 2) Il y a aujourd'hui une conscience forte que ce qui se passe en France, y compris en politique intérieure, se répercute sur l'ensemble de la zone euro, donc aussi sur l'Allemagne.  
L'idée est que si la pression sur le déficit français se relâchait, il y aurait un effet d'entraînement : les autres pays de la zone risqueraient de faire preuve de laxisme. La crainte est que la France initie un effet domino. Dans un sondage récent, les trois-quarts des décideurs allemands interrogés pensent que c'est la France qui menace le plus la zone Euro. Si la France échoue, toute la zone euro échouera.  
L'Allemagne souhaite donc une France forte et compétitive sur la scène internationale.
- 3) Dans la discussion franco-allemande, le désendettement français est certes important, mais n'est pas la priorité absolue. L'enjeu-clé se situe au niveau des réformes structurelles pour diminuer le coût du travail et rétablir la compétitivité des entreprises. L'Allemagne se montrera compréhensive vis-à-vis de Paris si les réformes structurelles sont vraiment engagées. En outre la relance par les investissements, notamment dans les infrastructures, la transition énergétique et le numérique est nécessaire aussi bien en France, qu'en Allemagne et en Europe. Par contre, pour le gouvernement fédéral, ces efforts doivent provenir pour l'essentiel du privé. Le BDI pour sa part demande un mix privé-public.
- 4) Face à la faiblesse de la France, Berlin recherche des alliés pour faire avancer l'Union européenne dans le sens souhaité ; c'est le sens des rencontres bilatérales avec les gouvernements espagnol, portugais et grec, visant à encourager le programme de réformes. Berlin cherche aussi à renforcer sa coopération avec la Pologne, qui a notamment l'intérêt d'avoir une croissance forte, mais tant que le pays n'est pas membre de la zone Euro, l'intérêt stratégique est limité. Il en est de même du Royaume-Uni, qui n'est pas non plus membre de la zone Euro, mais que Berlin tient à voir rester dans l'UE, d'où certaines concessions (cf. négociations budgétaires). Enfin l'Italie, et les promesses de réformes de Matteo Renzi, mais qui souffre, comme la France, d'un problème de crédibilité. En vérité, ces rapprochements sont utiles ponctuellement, mais ne peuvent constituer une alternative durable au bilatéralisme franco-allemand.
- 5) La faiblesse économique et politique de la France inquiète l'Allemagne. Au cours de la crise, l'asymétrie entre les économies des deux pays n'a cessé de croître. En raison de l'importance des dossiers économiques, Berlin et Paris n'auront d'autre choix, à court et moyen termes, que de poursuivre leurs discussions sur la croissance, la compétitivité et les règles de la zone l'Euro. Mais la relation entre les deux pays peut et doit aussi concerner d'autres dossiers où le déséquilibre est moins patent, tels que la politique étrangère, voire de sécurité, ainsi que des dossiers d'avenir renvoyant à des défis communs, tels que les énergies renouvelables et l'agenda numérique.